



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## **PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE**

**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

Bureau des Politiques Territoriales  
et du Développement Durable

### **Arrêté préfectoral n° 10 DAIDD 1IC 086**

de Mise en Demeure à l'encontre de la Société CCPII LOGISTICS 1 SAS  
sise, ZAC du Val Bréon, Bâtiment 5 à Châtres (77610).

**Le préfet de Seine-et-Marne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du mérite,**

**Vu** le Code de l'Environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 07 DAIDD 1IC 281 du 6 novembre 2007 autorisant la société SNC VAL BREON à exploiter un entrepôt de stockage de matières combustibles, de liquides inflammables et d'aérosols situé, ZAC du Val Bréon, Bâtiment 5 à Châtres (77610),

**Vu** la lettre préfectorale du 26 janvier 2009 actant le changement d'exploitant au bénéfice de la société CCPII LOGISTICS 1 SAS représentée par la société CB Richard Ellis Property Management (CBRE),

**Vu** le rapport et les propositions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France n° E-4/10-442 du 6 avril 2010, consécutif à une visite d'inspection du 23 mars 2010, dont le principal objet était de vérifier le respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2007 susvisé portant surtout sur la prévention du risque incendie,

**Considérant** que suite à la visite d'inspection du 23 mars 2010, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les façades nord, est et ouest de l'entrepôt ainsi que les façades extérieures du local qui était destiné au stockage d'aérosols sont munies d'écrans thermiques coupe-feu 2 heures (EI120 ou REI120) comme demandé dans l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2007 susvisé,

**Considérant** le risque incendie inhérent aux entrepôts de stockage de matières combustibles,

**Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture,**

**ARRÊTE**

## **Article 1er -**

La société CCPII LOGISTICS 1 SAS représentée par la société CB Richard Ellis Property Management (CBRE), demeurant Les Mercuriales, 40 rue Jean Jaurès à BAGNOLET (93176), est mise en demeure, pour son entrepôt de stockage de matières combustibles, de liquides inflammables et d'aérosols situé, ZAC du Val Bréon, Bâtiment 5 à Châtres (77610), de respecter, **sous un délai de trois mois**, à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions visées à l'article 8.1.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 07 DAIDD IIC 281 du 6 novembre 2007 :

La façade Nord du bâtiment doit être munie d'écrans thermiques de degré 2 heures (REI 120 ou EI 120) sur une hauteur minimale de 7 m au niveau des cellules 1 à 8 et sur une hauteur minimale de 9 m au niveau de la cellule 9.

Les façades Est et Ouest du bâtiment doivent être munies d'écrans thermiques de degré 2 heures (REI 120 ou EI 120) sur une hauteur minimale de 8 m sur toute la longueur.

Les façades extérieures du local aérosols doivent être constituées d'écrans thermiques de degré 2 heures (REI 120 ou EI 120).

## **Article 2 -**

En cas d'inobservation des dispositions de la présente mise en demeure il pourra être fait application des mesures et sanctions administratives prévues aux articles L.514-1 et L.514-2 du Code de l'Environnement sans préjudice de sanctions pénales.

## **Article 3 - Informations des tiers (art. L.514-6 du Code de l'Environnement)**

Une copie de l'arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée. Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

## **Article 4 - Délais et Voies de Recours (art. L.514-6 du Code de l'Environnement)**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif (Tribunal Administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 1er, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.
- les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.
- Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

## **Article 5 -**

- la Secrétaire Générale de la Préfecture,
- M. le Maire de Châtres,
- le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France à Paris,
- le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société CCPII LOGISTICS 1 SAS sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 9 avril 2010

*Le Préfet,*  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale de la Préfecture,



Colette DESPREZ

## **DESTINATAIRES :**

- Société CCPII LOGISTICS 1 SAS
- M. le Maire de Châtres
- ~~Le Directeur de la DRIRE Paris~~
- Le Directeur de la DRIRE Savigny-le-Temple
- Le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- Le SIDPC
- Chrono